

SOMMAIRE	75	92	93	94
Adjudications	17			
Sanctions	—	—	—	—
Sociétés	17	32	35	37
Avis aux actionnaires	24	—	—	—
Avis de convocat <sup>o</sup> aux assemblées	25	34	—	—
Oppositions	31	—	36	38
Avis relatifs aux personnes	—	35	—	38
Annonces administratives	—	—	—	—
Communiqués	—	—	—	—
Avis divers	—	—	—	—
Comptes annuels	—	—	—	—
Information du Tribunal de commerce				39

#### AVIS IMPORTANT

Par arrêté de : 1<sup>o</sup> M. le Préfet de Paris, du 20 décembre 2018, 2<sup>o</sup> M. le Préfet des Hauts-de-Seine, du 13 décembre 2018 ; 3<sup>o</sup> M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, du 3 décembre 2018 ; 4<sup>o</sup> M. le Préfet du Val-de-Marne du 27 décembre 2018. Les journaux PETITES-AFFICHES — GAZETTE DU PALAIS — LE QUOTIDIEN JURIDIQUE — LA LOI ont été désignés comme publicateurs officiels pour recevoir, en 2019, dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, toutes annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que des actes de sociétés.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, en 2019, dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, toutes annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que des actes de sociétés.

N.B. — L'administration décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces légales.

#### TARIF DES ANNONCES LÉGALES

Par Arrêté du 21 décembre 2018 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, pour les départements 75, 92, 93 et 94, le tarif 2019 des annonces légales est de 5,50 € hors taxe la ligne + TVA

#### DEPOT DES ANNONCES

Les annonces sont reçues du lundi au jeudi jusqu'à 17h00 pour publication le lendemain et le vendredi jusqu'à 17h00 pour publication le lundi. Exceptionnellement, les parutions du lundi 22 et du mardi 23 avril seront regroupées.

## ADJUDICATIONS IMMOBILIERES

### VENTES AUX ENCHERES DEVANT LES T.G.I. PARIS - NANTERRE - BOBIGNY - CRETEIL

Les enchères sont reçues par le Tribunal et sont portées obligatoirement par un Avocat du barreau concerné

**CES VENTES AURONT LIEU EN L'AUDIENGE DES SAISIES IMMOBILIÈRES DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE (T.G.I.) DE CHACUN DES DÉPARTEMENTS AUX DATES ET HEURES MENTIONNÉES CI-APRÈS :**

**T.G.I. DE PARIS :** Parvis du Tribunal de Paris - 17<sup>e</sup> arrondissement. Tél. 01.44.32.60.10. - Jour et heure des criées : **le jeudi à 14 heures.**

**T.G.I. DE NANTERRE :** 179-191, Av. Joliot-Curie. Tél. 01.40.97.10.10. - Jour et heure des criées : **le jeudi à 14 heures 30.**

**T.G.I. DE BOBIGNY :** 173, Av. Pouf - Vaillant-Couturier. Tél. 01.48.95.13.93. - Jour et heure des criées : **le mardi à 13 heures 30.**

**T.G.I. DE CRETEIL :** rue Pasteur-Valléry-Radot. Tél. 01.49.81.16.00. - Jour et heure des criées : **le jeudi à 9 heures 30.**

**Les cahiers des charges sont déposés auprès du greffe des criées du tribunal**



**BARREAU  
DE  
CRETEIL**

002145 - Gazette du Palais

#### VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

EN UN LOT

Au plus offrant et dernier enchérisseur au Tribunal de Grande Instance de CRETEIL - rue Pasteur-Valléry-Radot

**Le jeudi 18 avril 2019  
à 9 h 30**

A la requête de **LA SOCIETE HOIST FINANCE AB**, SA de droit Suédois au capital de 27.061.515.330 SEK - R.C.S. STOCKHOLM n° 5560128489, ayant son siège à STOCKHOLM (SUEDE) BOX 7848 10399, prise en la personne de son représentant légal dûment domicilié audit siège.

Venant aux droits du **CREDIT FONCIER DE FRANCE** en vertu d'une cession de créances du 06/07/2018.

**SELARL PUGET LEOPOLD COUTURIER**, Avocat au Barreau de PARIS - Tél. : **01.47.66.59.89.**

**Maître Serge TACNET** pour Avocat au Barreau du VAL-DE-MARNE - 60, rue

Jean-Jaurès - 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE.

**A CHOISY-LE-ROI (94)**

**6, rue Alfred-Lebidon**

LOT 38 : 1<sup>er</sup> étage à gauche dans le couloir, porte B 105 :

**APPARTEMENT DE 3 PP  
(56,50 M<sup>2</sup>)**

jouissance exclusive d'un balcon

LOT 54 : Rez-de-chaussée : **PARKING extérieur n° 6.**

**MISE A PRIX : 68.000 €**

On ne peut porter des enchères qu'en s'adressant à l'un des Avocats inscrit près le Tribunal de Grande Instance de CRETEIL.

Fait et rédigé à CRETEIL, le 8 mars 2019 par l'Avocat poursuivant signé : **M<sup>e</sup> Serge TACNET.**

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Greffe du JEX du T.G.I. de CRETEIL et au Cabinet de l'avocat poursuivant.

**Et sur les lieux pour visiter, le 9 avril 2019 de 11 h 30 à 12 h 30.**

**LES PETITES-AFFICHES :**

L'INFORMATION JURIDIQUE AU QUOTIDIEN

## PARIS - PARIS - PARIS - PARIS -

### SOCIÉTÉS

#### CONSTITUTIONS

345481 - Gazette du Palais

Avis est donné de la constitution de la Société présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination :**

**REIS PARIS**

**Forme :** Société par Actions Simplifiée  
Capital : 1.000 € par apports en numéraire

**Siège social :** 128, Rue La Boétie - 75008 PARIS

**Objet :**

- La commercialisation, la création et conception de tous types de vêtements et accessoires pour hommes femmes et enfants

- La fourniture de tous types de vêtements pour hommes, femmes et enfants

- La vente en gros et au détail de vêtements prêt-à-porter, jeannerie, chaussures et accessoires pour hommes, femmes et enfants.

**Durée :** 99 années

**Admission aux assemblées et participation aux décisions :**

Tout associé peut participer aux décisions collectives.

Pour l'exercice du droit de vote, une action donne droit à une voix.

**Transmission d'actions :**

Toute cession d'actions est soumise à l'agrément préalable de la Société donné par décision collective extraordinaire des associés.

**Président :** M. Alexandre CABOT demeurant 11 Bis, Rue Saint Dominique - 75007 PARIS.

**Directeur Général :** M. Pierre MESELLATY demeurant 12, Rue Princesse - 75006 PARIS

**Immatriculation :** La Société sera immatriculée au RCS de PARIS.

L'ensemble des dispositions régissant les élections des

Administrateurs/Administratrices sont définies au sein du Code de la mutualité et des statuts de la Mutuelle.

Ces derniers sont disponibles sur le site [www.gpm.fr](http://www.gpm.fr).

Pour toute information complémentaire, vous pouvez nous contacter au 01 40 54 54 30 ou vous rendre sur le site internet [www.gpm.fr](http://www.gpm.fr).

Le Président  
du Conseil d'Administration  
de la Mutuelle

## CONVOICATIONS AUX ASSEMBLÉES

345325 - Gazette du Palais

### COVIVIO HOTELS

Société en Commandite par Actions  
au capital de 472.231.544 €

Siège social :

30, Avenue Kléber  
75116 Paris

955 515 895 - RCS Paris  
N° SIRET : 955 515 895 000 71

### Avis de convocation

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Covivio Hotels (la « Société ») sont informés qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale Mixte qui se réunira **vendredi 5 avril 2019, à 9 heures 30**, Pavillon Kléber, 7 Rue Cimarosa, 75116 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

#### ORDRE DU JOUR

##### A titre ordinaire

- Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2018 ;

- Approbation des comptes consolidés clos au 31 décembre 2018 ;

- Affectation du résultat - Distribution de dividendes ;

- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de Commerce qui y sont mentionnées ;

- Renouvellement du mandat de la société Cardif Assurance Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance ;

- Renouvellement du mandat de la société Covivio en qualité de membre du Conseil de Surveillance ;

- Renouvellement du mandat de la société Predica en qualité de membre du Conseil de Surveillance ;

- Renouvellement du mandat de la société Generali Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance ;

- Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire du Cabinet Ernst & Young et Autres ;

- Autorisation à donner au Gérant en vue de l'achat par la Société de ses propres actions ;

##### A titre extraordinaire

- Modification de l'article 3 (Objet) des statuts de la Société ;

- Approbation de l'Apport en nature consenti par la société Covivio et de l'augmentation de capital corrélative ;

- Approbation de l'évaluation de l'Apport en nature consenti par la société Covivio ;

- Constatation de la réalisation définitive de l'Apport en nature, de l'augmentation de capital et modification corrélative des statuts ;

- Délégation de compétence au Gérant à l'effet de décider l'augmentation du capital social de la Société par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes ;

- Autorisation à donner au Gérant à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions ;

- Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

- Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et, pour les émissions d'actions, un délai de priorité obligatoire ;

- Autorisation à donner au Gérant, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre ;

- Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

- Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société ;

- Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

- Pouvoirs pour formalités.

L'avis de réunion prévu à l'article R. 225-73 du Code de commerce comportant le texte des projets de résolutions soumis à cette Assemblée Générale a été publié au **Bulletin des Annonces Légales Obligatoires** du 27 février 2019, Bulletin n°25, sous le numéro 1900329. Le texte des projets de résolutions publiés dans l'avis de réunion susmentionné reste inchangé.

#### 1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale :

Tout actionnaire sera admis à l'Assemblée Générale quel que soit le nombre de ses actions et pourra se faire représenter par un mandataire de son choix conformément aux dispositions de l'article L. 225-106 du Code de commerce ou voter par correspondance.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, le droit de participer pour tout actionnaire à l'Assemblée Générale ou de s'y faire représenter est subordonné à l'inscription en compte de ses titres soit en son nom, soit au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris (soit le mercredi 3 avril 2019 à zéro heure, heure de Paris), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, CM-CIC Market Solutions, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée Générale et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris (soit le mercredi 3 avril 2019 à zéro heure, heure de Paris).

Conformément à l'article 9 des statuts de la Société, chaque Actionnaire Concerné par le prélèvement visé (j) à l'article 208 C II ter du Code général

des impôts et/ou (ii) à l'article 9.3 de la Loi du Royaume d'Espagne 11/2009 du 26 octobre 2009, devra justifier à la Société ne pas être un Actionnaire à Prélèvement selon les modalités définies dans les statuts.

#### 2. Mode de participation à l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 III et IV du Code de commerce, l'actionnaire ayant déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation :

- ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale ;

- peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le mercredi 3 avril 2019 à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité notifie le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires. Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

#### A. Demande de carte d'admission :

Les actionnaires désirant assister personnellement à cette Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- Pour l'actionnaire au nominatif : demander une carte d'admission à la Société, à la Direction Juridique Corporate M&A, 30 Avenue Kléber - 75116 PARIS, ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au bureau d'accueil muni d'une pièce d'identité.

- Pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée. L'actionnaire qui n'aurait pas reçu sa carte d'admission au plus tard le deuxième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale (soit le mercredi 3 avril 2019 à zéro heure, heure de Paris) devra demander à son intermédiaire habilité de lui délivrer une attestation de participation lui permettant de justifier de sa qualité d'actionnaire au bureau d'accueil de l'Assemblée Générale.

#### B. Vote par correspondance ou par procuration :

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance ou par procuration pourront :

- Pour l'actionnaire au nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration qui lui sera adressé avec la convocation au siège social de la Société (Direction Juridique Corporate M&A, 30 Avenue Kléber - 75116 PARIS).

- Pour l'actionnaire au porteur : demander ce formulaire auprès de l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Toute demande de formulaire devra, pour être honorée, avoir été reçue au siège de la Société, six jours au moins avant la date de la réunion, soit le samedi 30 mars 2019. Une fois complété par l'actionnaire, ce formulaire devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et sera à retourner au siège social de la Société.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance ou procuration devront être reçus par la Société au plus tard trois jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, soit le mardi 2 avril 2019.

Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être reçues au plus tard trois jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, soit le mardi 2 avril 2019.

#### 3. Questions écrites au Gérant :

Conformément aux articles L. 225-108 alinéa 3 et R. 225-84 du Code de com-

merce, tout actionnaire a la faculté de poser des questions écrites à la Société. Ces questions doivent être envoyées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Gérant, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le lundi 1er avril 2019. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Gérant y répondra au cours de l'Assemblée Générale ou, conformément à l'article L. 225-108 du Code de commerce, la réponse sera réputée donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société dans la rubrique consacrée aux questions-réponses accessible à l'adresse suivante : [www.covivio-hotels.fr](http://www.covivio-hotels.fr) (rubrique « Finance/ Assemblées Générales/ Assemblée Générale Mixte du 5 avril 2019 »).

#### 4. Dispositions relatives aux opérations de cession temporaire portant sur les titres :

Conformément à l'article L. 225-126 I du Code de commerce, toute personne qui détient, seule ou de concert, au titre d'une ou plusieurs opérations de cession temporaire portant sur les actions de la Société ou de toute opération lui donnant le droit ou lui faisant obligation de revendre ou de restituer ces actions au cédant, un nombre d'actions représentant plus de 0,5 % des droits de vote, informe la Société et l'Autorité des marchés financiers, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le mercredi 3 avril 2019, à zéro heure, heure de Paris, et lorsque le contrat organisant cette opération demeure en vigueur à cette date, du nombre total d'actions qu'elle possède à titre temporaire.

Cette déclaration doit comporter, outre le nombre d'actions acquises au titre de l'une des opérations susmentionnées, l'identité du cédant, la date et l'échéance du contrat relatif à l'opération et, s'il y a lieu, la convention de vote. La Société publie ces informations dans les conditions et selon les modalités prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

A défaut d'information de la Société et de l'Autorité des marchés financiers dans les conditions précitées, les actions acquises au titre de l'une de ces opérations sont, conformément à l'article L. 225-126 II du Code de commerce, privées de droit de vote pour l'Assemblée Générale concernée et pour toute l'Assemblée Générale qui se tiendrait jusqu'à la revente ou la restitution desdites actions.

#### 5. Droit de communication des actionnaires :

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette Assemblée Générale, sera mis à disposition des actionnaires dans les délais légaux, au siège social de la Société, 30 Avenue Kléber 75116 PARIS, ou transmis sur simple demande adressée à la Société.

Les documents visés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce ont été publiés à compter du vendredi 15 mars 2019 sur le site Internet de la Société ([www.covivio-hotels.fr](http://www.covivio-hotels.fr) : rubrique « Finance/ Assemblées Générales/ Assemblée Générale Mixte du 5 avril 2019 »).

Il n'est pas prévu de vote par visioconférence ou par moyens de télécommunication pour cette Assemblée Générale et, de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

Le Gérant

**POUR RECEVOIR  
TOUS LES JOURS  
VOTRE QUOTIDIEN  
JURIDIQUE :  
ABONNEZ-VOUS  
AUX PETITES-AFFICHES**